

À Genève, Pyongyang annonce qu'il ne renoncera «jamais» à son arsenal nucléaire

Mis à jour le 22/08/2017 à 21:27



Dans une gare de Séoul en Corée du sud, des écrans diffusent les images du dernier tir de missile balistique réalisé par Pyongyang.
Crédits photo : Ahn Young-joon/AP

À la Conférence sur le désarmement parrainée mardi par les nations unies à Genève, Américains et Coréens ont campé sur leurs positions. Tout en annonçant de nouvelles sanctions à l'encontre d'entités chinoises et russes accusées de collaborer avec Pyongyang, Washington a laissé ouverte mardi soir la porte du dialogue.

Une passe d'armes a opposé mardi la Corée du Nord aux États-Unis lors d'une conférence sur le désarmement organisée par les Nations unies à Genève. L'émissaire de Pyongyang s'est montré intractable, assurant que son pays ne négocierait «jamais» sur son arsenal de dissuasion nucléaire. En face, l'ambassadeur américain pour les questions de désarmement, Robert Wood, a rappelé que les États-Unis restaient prêts à recourir à «l'ensemble des possibilités» à leur disposition. Pour autant, la «voie du dialogue demeure une possibilité» pour Pyongyang, qui, a-t-il dit, «a le choix entre la pauvreté et la belligérance, d'une part, et la prospérité et les concessions, d'autre part.» Wood a souligné que la priorité numéro un de Donald Trump était de protéger les États-Unis et leurs alliés face à la «menace croissante» de la Corée du Nord.

Pyongyang justifie son programme nucléaire et balistique, y compris ses menaces de tirer des missiles en direction de l'île de Guam, territoire américain du Pacifique, en arguant d'un comportement hostile des Américains et des manoeuvres militaires en cours en ce moment entre Américains et Sud-Coréens (<http://www.lefigaro.fr/international/2017/08/21/01003-20170821ARTFIG00218-coree-les-manoevres-de-la-discorde.php>). «Les mesures prises par la République populaire et démocratique de Corée (RPDC) pour renforcer sa force de dissuasion nucléaire et la mise au point de fusées intercontinentales se justifient et sont un choix légitime d'autodéfense, face à des menaces de ce genre, apparentes et réelles», a déclaré le diplomate nord-coréen Ju Yong Chol. «Tant que l'on ne remédiera pas à la politique d'hostilité et de menaces nucléaires des États-Unis, la RPDC ne pourra jamais négocier (un abandon de) sa force de dissuasion nucléaire défensive», a-t-il continué.

Nouvelles sanctions

Dans le même temps, Washington manie la carotte et le bâton. Tout en annonçant de nouvelles sanctions, le département d'Etat a pris soin de laisser la porte ouverte au dialogue. Dans une rare conférence de presse, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a salué mardi soir «le niveau de retenue» dont a fait preuve la Corée du Nord depuis l'imposition de nouvelles et lourdes sanctions économiques à l'Onu, le 5 août dernier. Il a espéré que l'absence d'essais de missile ou de bombe nucléaire signalait la volonté de Pyongyang d'entamer des pourparlers directs avec Washington, «à un moment donné dans un futur proche». «Il faut qu'ils en fassent davantage mais je tiens à souligner les gestes qu'ils ont fait jusque-là. Je crois que c'est important de le souligner», a-t-il ajouté.

Un peu plus tôt, le département du Trésor avait annoncé des sanctions à l'encontre de dix organisations et six individus chinois et russes soupçonnés de contribuer au développement du programme nucléaire de la Corée du Nord. «Le département du Trésor continuera d'accroître sa pression sur la Corée du Nord en visant ceux qui soutiennent le développement des programmes nucléaires et balistiques et en les isolant du système financier américain», a prévenu le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, dans un communiqué. «Il est inacceptable que des individus ou des entreprises en Chine, en Russie ou ailleurs, permettent à la Corée du Nord de générer des revenus utilisés pour développer des armes de destruction massive», a-t-il ajouté.

Colère chinoise

Parmi les entreprises visées figurent notamment la société Dandong Rich Earth Trading, basée en Chine, et Gefest-M, société basée à Moscou, qui auraient toutes les deux acheté des matières premières (vanadium, métaux) au profit d'entreprises liées au programme de missiles balistiques nord-coréens. Début juillet, Washington avait déjà pris des sanctions contre une banque chinoise, Bank of Dandong, accusée elle aussi d'avoir favorisé des transactions au bénéfice d'entreprises liées à ce programme. L'ambassade de Chine à Washington a vivement réagi à cette annonce et appelé par la voix de son porte-parole les États-Unis à «corriger immédiatement cette erreur pour éviter tout impact sur la coopération bilatérale dans les domaines concernés».

Les tensions entre la Corée du Nord et les États-Unis étaient à leur comble il y a une dizaine de jours, après de nouveaux tests de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) menés par Pyongyang. Le président américain, Donald Trump, avait alors menacé de déclencher «le feu et la fureur» (<http://www.lefigaro.fr/international/2017/08/09/01003-20170809ARTFIG00290-trump-menace-pyongyang-et-vante-l-arsenal-nucleaire-americain.php>) sur le régime ermite. Pyongyang avait répliqué en promettant de tirer une salve de missiles à proximité du territoire américain de Guam (<http://www.lefigaro.fr/international/2017/08/09/01003-20170809ARTFIG00126-qu-est-ce-que-guam-cet-ile-americaine-isolee-dans-le-pacifique.php>), dans le Pacifique. Mais le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-Un, a finalement décidé de ne pas mettre immédiatement à exécution ce projet (<http://www.lefigaro.fr/international/2017/08/15/01003-20170815ARTFIG00035-coree-du-nord-kim-jong-un-met-sur-pause-son-projet-de-tirs-vers-guam.php>), tout en prévenant que la suite des opérations ne dépendait que du comportement de Washington.